

**Observations de Altice France/SFR sur le projet de dispositions ou de recommandations envisagées par l'ARCEP précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique**  
**(Consultation publique du 6 février au 17 mars 2020)**

**I- Contexte et objet de la décision**

Si la régulation symétrique peut théoriquement coexister avec la régulation asymétrique, dans le cas présent, Altice France/SFR (dénommé par commodité « SFR » dans la suite du document) conteste ce projet de décision à plus d'un titre.

SFR réproouve en effet :

- le moment choisi par l'ARCEP pour établir une nouvelle décision symétrique visant d'une part à modifier profondément, et non simplement préciser, les dispositions réglementaires en vigueur et, d'autre part, à rajouter de nouvelles obligations aux opérateurs d'immeuble (ci-après désignés « OI ») ;
- la pertinence de nombreuses propositions ;
- le caractère non proportionné de ces modalités, tenant compte des dispositions de l'article L. 32-1 du CPCE.

En outre, l'ARCEP ne démontre à aucun moment la nécessité de telles mesures, en particulier au regard des évolutions du cadre juridique européen intervenues depuis sa décision n°2015-0776 du 2 juillet 2015, c'est-à-dire depuis la directive (UE) 2018/1972.

SFR considère que la publication d'une telle décision serait en réalité très imprudente et contreproductive à ce stade, plus de 10 ans après la première décision symétrique n° 2009-1106 et 5 ans après la décision n° 2015-0776, cette dernière ayant déjà eu vocation à préciser les processus techniques et opérationnels de mutualisation des réseaux FttH afin de favoriser une meilleure interopérabilité entre les opérateurs.

Force est en effet de constater que ce projet de texte apparaît à contretemps, une décennie après que l'ARCEP a posé le cadre réglementaire applicable aux deux zones qu'elle a définies<sup>1</sup> et au sein desquelles plusieurs opérateurs ont entrepris de déployer, cofinancer et exploiter des réseaux FttH.

Comme le révèle l'observatoire de l'ARCEP des services fixes haut et très haut débit pour le quatrième trimestre 2019 :

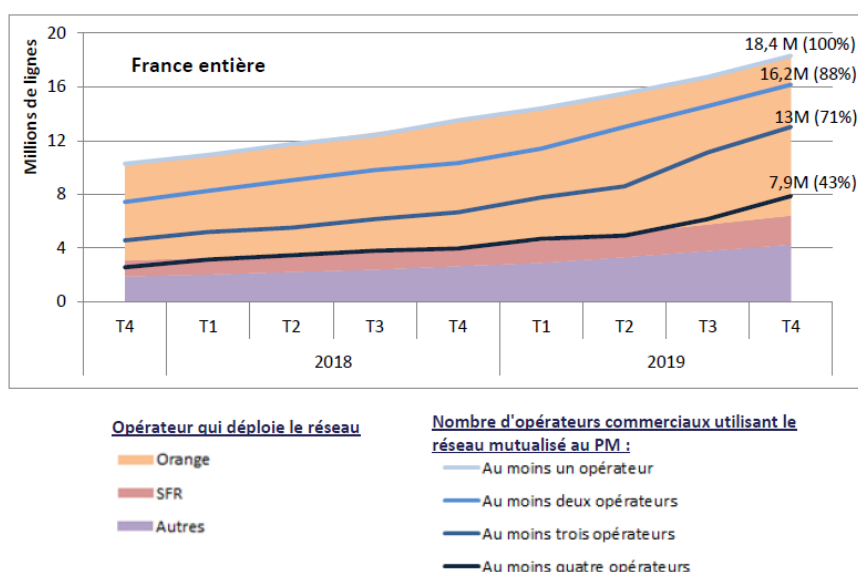
---

<sup>1</sup> Décisions de l'ARCEP n° 2009-1106 et n° 2010-1312.

- Les abonnements en fibre optique de bout en bout connaissent une progression de 705 000 au cours du trimestre. Au 31 décembre 2019, le nombre d'accès FttH s'élève à 7,1 millions de lignes, soit 2,3 millions de plus en un an, ce qui prouve le dynamisme du marché.

- Concernant le déploiement, l'ARCEP souligne qu'il s'agit d' « un trimestre très au-dessus de tous les précédents, avec des acteurs mobilisés en zone d'initiative privée comme sur les réseaux d'initiative publique ». Au 31 décembre 2019, 18,4 millions de locaux étaient éligibles aux offres FttH, soit **une hausse de 36 % en 1 an** grâce à l'effort des opérateurs d'infrastructures qui ont fait en sorte que 4,8 millions de locaux supplémentaires soient rendus raccordables au cours de l'année 2019.

- D'autre part, comme la couverture, la mutualisation passive des réseaux BLOM progresse globalement puisque l'ARCEP estime que 88 % des PM sont commercialisés par au moins deux opérateurs commerciaux (ci-après désignés « OC »), tandis que 71 % des PM le sont par au moins trois OC.



C'est donc à un moment particulièrement décisif de forte production industrielle et d'accélération de la mutualisation des réseaux FttH, alors que les opérateurs redoublent d'efforts pour déployer et commercialiser leurs infrastructures, que l'ARCEP envisage soudainement de transformer le cadre en vigueur et d'introduire dans son corpus réglementaire de nouvelles obligations qui, pour l'essentiel, n'étaient pas prévisibles en 2018 lors des engagements majeurs pris par SFR en matière d'investissement et de déploiement.

Un tel projet est inopportun, car une modification substantielle du cadre réglementaire avant janvier 2023 serait de nature à bouleverser le plan d'affaires des opérateurs et de SFR en particulier et, par voie de conséquence, pourrait contrarier les efforts de production et de déploiement engagés sur le périmètre des zones moins denses (ou « ZMD ») d'initiative privée.

Pour l'ensemble de ces motifs, SFR rejette ce projet en l'état et exhorte l'ARCEP à différer son analyse jusqu'à la fin de l'année 2022.

A titre subsidiaire, et si par impossible l'ARCEP devait maintenir un tel projet avant la fin 2022, les éléments éventuellement retenus à la suite de la présente consultation devraient faire l'objet d'une recommandation exclusivement.

\*\*\*

**Sans préjudice de ce qui précède et des très fortes réserves formulées par SFR concernant l'adoption d'une décision de régulation symétrique, la suite de la présente contribution apportera d'autres remarques, dans l'ordre des thématiques qui structurent le document en consultation publique.**

## **II- Disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire**

### **PARTIE 2**

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions et recommandations envisagées en partie 2 pour assurer la disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

- **Complétude au sein des zones très denses (ou « ZTD »)**
  - o **Obligation de complétude au sein des poches de basse densité des ZTD**

SFR est favorable, en ce qui concerne les armoires extérieures aux propriétés privées (également dénommées PM de rue ou « PMR »), à l'application des mêmes dispositions que celles en vigueur en ZMD :

- une maille de 1 000 lignes FttH minimum ;
- des PMR 300 sauf exceptions (PM 100 possible dans certaines situations appropriées) ;
- la prestation de liens PM-PRDM obligatoire dès lors que le PM est inférieur à 1 000 accès, afin de faciliter la mutualisation des lignes par les OC ;
- la consultation préalable de la ZAPM par l'OI auprès de tous les OC et collectivités concernés ;
- la redéfinition et republication des consultations préalables antérieures ;
- la confirmation formelle du caractère « cible » de la ZAPM pour tous les PMR, y compris ceux déjà installés, dans un délai de deux mois suivant la publication de la décision (pas de simple présomption de zone cible) ;
- un délai raisonnable de déploiement, de deux à cinq ans, accordé à l'OI afin de rendre raccordable la quasi-totalité des logements / locaux de la ZAPM.

Concernant les PMR déjà mis à disposition avant l'entrée en vigueur de la décision<sup>2</sup>, il convient de considérer que le point de départ de ce délai ne débutera qu'à compter de la confirmation par l'OI de la ZAPM et du statut « cible » de celle-ci, au moyen d'une consultation préalable ou de la mise à jour de sa consultation initiale.

Par conséquent, SFR recommande de mettre en cohérence le régime de tous les quartiers de basse densité (IRIS de basse densité) en ZTD avec celui des communes situées en ZMD, de manière à

---

<sup>2</sup> Celle-ci ne devant pas intervenir avant janvier 2023 en vertu de la position déjà exposée plus haut par Altice France/SFR concernant le contexte

simplifier et harmoniser le cadre réglementaire et, en l'occurrence, le rendre plus clair et compréhensible notamment par les collectivités.

- **Obligation de complétude au sein des poches de haute densité des ZTD**

**Question n° 1**

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs propositions sur la définition et les modalités d'application d'une obligation de complétude en dehors des poches de basse densité des zones très denses telle que présentée ci-dessus.

L'instauration future d'une obligation de complétude ne saurait être imposée qu'en ce qui concerne les PM intérieurs et les ZA de PM extérieurs (ou PMR) déclarés et construits par les opérateurs d'immeubles.

En cas de nécessité de mise en cohérence après la période de consultation (à lancer 2 mois après la parution de la décision) : il convient de laisser en priorité les OI concernés mettre eux même leurs intentions et ZAPM en complémentarité et, à défaut d'accord trouvé dans un délai de 3 mois, favoriser une phase de concertation tripartite associant la collectivité considérée.

En revanche, concernant les immeubles (de +/- 12 logements) n'appartenant à aucune ZAPM consultée : SFR est catégoriquement opposée à la proposition d'une attribution d'obligation de déploiement dépendante d'un rayon ou d'une notion de densité de lignes déployées dans un secteur géographique. Une telle notion serait, d'une part, juridiquement contraire au principe de la liberté d'entreprendre et, d'autre part, incompatible avec les contraintes opérationnelles liées à l'utilisation du génie civil, à la pénétration des immeubles et au conventionnement avec les propriétaires ou syndics de copropriétés.

S'agissant du délai raisonnable pour procéder au fibrage d'un immeuble après une demande du propriétaire ou gérant d'immeuble :

- une simple demande ne peut en aucun cas suffire à engager la responsabilité de l'OI. Conformément aux dispositions légales en vigueur et notamment au regard de l'article L. 33-6 du CPCE, seule une convention dûment signée par les parties peut engager l'OI dûment choisi par le propriétaire immobilier ;

- le respect du délai légal de 6 mois (cf. article L. 33-6 du CPCE) pour équiper l'immeuble dès lors que l'infrastructure d'accueil est disponible.

- **Reclassement des IRIS de haute densité de certaines communes des ZTD dans les poches de basse densité**

**Question n° 2**

L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leur appréciation des conséquences d'un reclassement en poche de basse densité des IRIS des poches de haute densité des quatre communes spécifiques des zones très denses.

SFR est favorable au reclassement des IRIS de la poche de haute densité des 4 communes (Rouen, Tours, Clermont-Ferrand et Champs-sur-Marne) dans les poches de basse densité, à condition d'harmoniser le régime de ces poches avec celui de la ZMD.

- **Précision concernant le raccordement des logements et locaux dits raccordables sur demande**

La recommandation de l'ARCEP du 7 décembre 2015 relative à la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements en ZMD est suffisante et ne doit aucunement être transformée.

SFR estime que le statut de logements ou locaux raccordables sur demande (ou « RAD ») devrait trouver à s'appliquer en dehors des ZTD, de manière à reporter dans le temps la pose de PBO pour des cas minoritaires<sup>3</sup> et ciblés. Ce mécanisme pourrait à l'avenir être employé en poches de basse densité à condition que le régime de ces poches soit fusionné avec celui de la ZMD.

Par ailleurs, concernant les raccordements dits « longs », SFR a déjà présenté les évolutions qu'elle envisage d'appliquer à ses STAS en ZMD afin de préciser les conditions de raccordements dits « longs » ou supérieurs à 300 mètres. Cependant, il s'agit de précisions d'ordre contractuel qui ne justifient pas de modifier le cadre réglementaire déjà en place.

Ainsi, SFR considère que le traitement spécifique de certaines lignes particulièrement couteuses sera justement assuré grâce aux modalités associées à la typologie des raccordements longs voire, de façon marginale et pour des cas extrêmes, au moyen d'un devis *ad hoc*.

A ce stade, SFR estime donc que l'installation reportée d'un PBO pour un local identifié RAD n'a pas vocation à être conditionnée au paiement d'un tarif spécifique. Néanmoins, il convient par précaution d'établir des stipulations contractuelles visant à prévenir et éviter qu'un OC ne demande la pose d'un PBO sans qu'il ne s'engage à commander une ou plusieurs lignes FttH une fois les locaux rendus raccordables par l'OI.

D'autre part, si le statut RAD ne fait pas intrinsèquement l'objet d'une facturation supplémentaire de l'opérateur commercial, il est possible que certains des PBO concernés desservent des locaux au moyen de raccordements standards et d'autres locaux au moyen de raccordements longs.

- **Raccordement des immeubles et lotissements neufs, additionnels ou écartés**

- Délai pour le raccordement des immeubles et des lotissements neufs, additionnels ou écartés

Dès lors que le délai de complétude a expiré sur une ZAPM considérée, ou en cas de nouveau permis de construire autorisé durant la phase de déploiement de l'opérateur d'immeuble sur cette zone, il convient de :

- mettre en place un dispositif efficace de prévenance des opérateurs d'immeuble en mode « push » sous la responsabilité des constructeurs/promoteurs ou des communes, de manière à garantir l'information de l'OI en charge de l'aménagement de la BLOM ainsi que la normalisation d'une adresse pour le ou les futur(s) immeuble(s) ;

- faire en sorte que le constructeur délivre à l'OI toutes les informations utiles pour le dimensionnement et la préparation de son réseau FttH après signature de la convention, et impérativement **9 mois** avant la livraison des locaux ;

---

<sup>3</sup> le quota de 8% maximum ayant d'ores et déjà été indiqué lors des engagements pris en 2018 au titre des dispositions de l'article L33-13 CPCE

- et respecter le délai légal de **6 mois** (et non de 3 mois) à compter de la mise à disposition effective<sup>4</sup> des infrastructures d'accueil nécessaires en domaine privé (parties communes) ainsi que le génie civil d'adduction au domaine public, au droit de la parcelle concernée, pour que l'OI réalise le raccordement de l'immeuble neuf et de son pré-câblage<sup>5</sup> à la BLOM.

Concernant les immeubles « écartés » c'est-à-dire non-raccordables au terme du délai de complétude, notamment pour cause de refus passé des propriétaires ou pour difficulté spécifique liée à l'adresse, il convient de :

- mettre en place un dispositif efficace de prévenance de l'OI en mode « push » sous la responsabilité des propriétaires ou syndics concernés ;

- octroyer à l'OI un délai raisonnable de **3 mois** pour instruire le signalement et étudier la zone considérée, et ce dès lors que les opérations de déploiement sont achevées ;

- et respecter le délai de **6 mois** pour réaliser l'équipement de l'immeuble afin de rendre les locaux raccordables à compter de la signature de la convention ; sauf pour le pavillonnaire ou les locaux individuels (non régis par L 33-6 CPCE) pour lesquels le point de départ serait alors le terme du délai précité d'instruction de la demande.

- Commande sans adresse

Il ne serait pas réaliste d'occulter la problématique des immeubles non-identifiables ou dépourvus d'adresse normalisée (voies anonymes et bâtiments non-numérotés par les municipalités, lieu-dit associé à plusieurs immeubles) ainsi que des adresses inexploitable par les opérateurs FttH, en se contentant d'imposer de façon dogmatique une obligation d'instruction de commande aux opérateurs d'immeuble.

SFR rappelle que sur 22 millions d'adresses référencées fin 2017 par la Poste 2,8 millions d'entre elles ne sont pas numérotées<sup>6</sup>, ce qui affecte plus de 3 millions de foyers et d'entreprises.

La Poste indique également que plus de 940 000 voies, dans plus de 20 000 communes, sont partiellement ou non numérotées, ce qui représente plus de 42% des voies en France.

Récemment, l'ARCEP a elle-même souligné<sup>7</sup> le fait que la Poste évalue à environ 4 millions le nombre de locaux « sans adresse propre ».

SFR est donc hostile à la proposition faite par l'ARCEP consistant, au terme du délai de complétude, à imposer à l'OI de donner accès aux OC à toute ligne desservant un logement ou local ne possédant pas d'adresse ou d'identifiant normalisé, et ce même dans un délai « raisonnable » de 3 mois.

D'autre part, s'agissant du traitement des immeubles dits « écartés », qu'ils soient résidentiels, professionnels ou commerciaux, SFR renvoie à ses commentaires précités (cf. sujet précédent).

---

<sup>4</sup> que le promoteur ou constructeur de l'immeuble neuf peut seul anticiper et organiser avant la livraison des locaux aux occupants.

<sup>5</sup> réalisé aux frais du constructeur selon les règles de l'art et conformément aux dispositions du code de la construction.

<sup>6</sup> Source : présentation du Groupe La Poste lors d'une rencontre avec l'Agence du Numérique le 12 octobre 2017

<sup>7</sup> Cf. la fiche consacrée aux locaux sans adresse, éditée par les services de l'ARCEP suite au GT éligibilité du 18 mars 2020

Pour qu'un fichier IPE soit rendu exhaustif et intégralement exploitable (y compris en ce qui concerne l'opérateur historique), ceci requiert la prise en compte de plusieurs difficultés en amont :

- les adresses peuvent être décrites avec des données que les OC ne sont pas en mesure de qualifier ou recoller, notamment en cas de code Rivoli faux ou d'absence de référence Hexaclé ;
- le libellé des adresses peut différer de celui de la base Mediapost, source de référence utilisée par tous les opérateurs FttH.

Il est donc indispensable - avant toute nouvelle disposition imposable au OI - que soient mises en place au travers des travaux du groupe Interop'fibre une véritable normalisation sémantique des adresses affichées dans les IPE, ainsi que des pratiques d'encodage de ces données, permettant de fiabiliser le format des adresses échangées. Cette démarche contribuera également à prévenir la discrimination.

De surcroît, l'absence d'adresse postale (voie anonyme / immeuble dépourvu de numéro) est une problématique bien antérieure à l'avènement des réseaux en fibres optiques, qui constitue un frein majeur et persistant au déploiement ainsi qu'à la commercialisation des lignes FttH en France.

En outre, compte tenu de la proportion significative de locaux qui ne disposent pas d'une adresse avec une précision au numéro (cf supra) cet obstacle à l'éligibilité FttH ne peut être imputable aux seuls OI.

Il convient donc de renforcer et d'accélérer les travaux engagés par Interop'fibre (via le groupe de travail consacré à la problématique des adresses) afin d'améliorer globalement ces données ; l'adresse étant la matière première indispensable à la production puis à la mutualisation des lignes FttH.

A ce titre, SFR recommande d'orienter cet effort collectif de la manière suivante :

1. optimiser les relations avec le SNA pour le compte d'Interop'fibre ;
2. développer des liens avec les collectivités afin de promouvoir et d'accélérer le nommage et/ou numérotage des voies communales ;
3. réaliser des analyses et des rapprochements d'informations sur certaines zones géographiques problématiques.

- **Processus de signalement et de correction des données manquantes ou erronées dans le fichier des informations préalables enrichies**

Concernant le délai raisonnable de prise en compte d'une signalisation de l'OC pour correction d'un IPE, SFR considère qu'un délai de 1 semaine est insuffisant.

SFR envisage concrètement le processus suivant :

- l'envoi d'un accusé de réception de la signalisation sous 48H à l'OC ;
- un délai de **10 jours ouvrés** pour l'analyse et le traitement de la demande, à l'exception des cas les plus complexes qui bénéficient d'un délai de **20 jours ouvrés** pour effectuer la reprise des données IPE.

Ce sujet est actuellement débattu en GT interop'fibre et en GT Eligibilité sous l'égide de l'ARCEP. Il pourra prochainement conduire à l'introduction de nouvelles modalités opérationnelles au sein des offres de référence.

### III- Garanties de non-discrimination opérationnelle et technique

#### PARTIE 3

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions et recommandations envisagées en partie 3 pour garantir la non-discrimination opérationnelle et technique en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

- **Renforcement des garanties de non-discrimination concernant les systèmes d'information et les processus opérationnels et techniques des opérateurs d'infrastructure verticalement intégrés**

Dans le cadre symétrique actuellement en vigueur, tous les opérateurs d'immeuble doivent respecter le principe de non-discrimination, sous la forme d'un principe d'équivalence des extrants.

Concernant la comparabilité des processus opérationnels et techniques utilisés par l'opérateur historique en autofourniture et en vente externe, l'ARCEP a manifesté sa vigilance en menant deux audits sur les processus et systèmes d'information d'Orange à la suite desquels Orange s'est engagé à mettre en place des garde-fous<sup>8</sup> supplémentaires.

L'ARCEP envisage à présent que les opérateurs d'infrastructure verticalement intégrés utilisent par défaut, pour les besoins de leurs propres services ou filiales commerciales, « *les mêmes outils et processus informatiques, dans les mêmes conditions et renvoyant les mêmes informations que les opérateurs tiers pour ce qui concerne l'ensemble des outils relevant de la chaîne* » des systèmes d'information FttH. Par exception, lorsque l'utilisation d'un outil commun ne présente pas un caractère proportionné au regard du bénéfice attendu, les opérateurs verticalement intégrés pourraient néanmoins mettre en œuvre d'autres solutions permettant de garantir une « équivalence de traitement ». Toutefois, le recours à ces solutions serait à justifier auprès de l'ARCEP à sa demande et ce, en complément d'indicateurs transmis mensuellement.

A l'aune de ces éléments, SFR considère que la mesure la plus efficace et appropriée consiste à laisser, à droit constant, chaque opérateur intégré faire le choix de son architecture SI, celle-ci ayant nécessité des années et de gros investissements pour être réalisée.

Pour autant l'ARCEP pourrait, de façon pragmatique, engager un processus ponctuel de contrôle des informations produites par les opérateurs d'infrastructures intégrés, visant à vérifier l'absence de discrimination entre la chaîne des flux normée par le groupe Interop'fibre et celle de l'autofourniture, et ce au moyen d'un mode opératoire simple et uniforme.

« ... »

Aucun indicateur mensuel ne s'avère nécessaire en complément.

- **Renforcement des garanties en matière de circulation, au sein des opérateurs d'infrastructure verticalement intégrés, des informations obtenues d'opérateurs tiers dans le cadre de la fourniture d'accès de gros**

---

<sup>8</sup> Deux rapports de l'ARCEP de janvier et juin 2019.



S'agissant du contrôle du respect des dispositions de l'article D. 99-6 du CPCE, la demande de l'ARCEP devrait porter sur le fait que l'opérateur intégré lui justifie de disposer d'un système de contrôle d'accès aux référentiels sources des informations préalables enrichies (IPE) afin de garantir l'étanchéité entre les informations de production FttH et les équipes de sa branche de détail, de manière à éviter la circulation interne et privilégiée d'informations encore inaccessibles aux autres OC.

- **Adduction par les OC des PM intérieurs au sein des ZTD**

Avant de généraliser à tous les opérateurs d'immeuble les solutions définies en GT PMI, l'ARCEP devrait auparavant, et prioritairement, obliger Orange à mettre en œuvre de façon efficace et massive lesdites solutions.

Sur ce sujet, SFR a déjà plusieurs fois alerté l'ARCEP de l'inertie dont a fait preuve l'opérateur historique malgré un plan d'action initié voici plus de 2 ans.

- **Des délais de livraison des différentes composantes de l'accès en ZMD compatibles avec une commercialisation des lignes dans des conditions non-discriminatoires**

SFR approuve le rappel par l'ARCEP de sa décision n° 2015-0776 mentionnant que « *les délais de livraison des liens [de raccordement distant] et des emplacements d'hébergement doivent être compatibles avec l'ouverture à la commercialisation des lignes desservies par les éléments du réseau mutualisé dans des conditions non-discriminatoires* ».

Pourtant SFR constate que, malgré l'évolution de l'offre de référence d'Orange et l'introduction en 2019 d'un double mécanisme de synchronisation<sup>9</sup> et de report de l'ouverture commerciale des lignes (report date MESD), ce dispositif nécessite d'être renforcé.

Afin d'illustrer ce propos, les deux schémas ci-dessous représentent les processus contractuels mis en place par Orange (OI) en fonction du moment où la commande de lien NRO-PM est passée par l'OC :

---

<sup>9</sup> Entre la mise à disposition des liens PRDM-PM et celle du PM concerné.



Tenant compte de son retour d'expérience, et afin d'éviter tout risque de « faux départ » commercial en raison d'une date de mise à disposition du PM non-repoussée dans le SI d'Orange (OI) malgré un report consécutif au mécanisme de synchronisation (cf scénario 1), SFR réclame que ce mécanisme soit complété par l'envoi systématique par Orange d'un flux CR MAD PM « KO », dès lors que le lien PRDM commandé en amont<sup>10</sup> n'est pas livré à l'OC demandeur de façon simultanée avec le PM, ou lorsque ce lien est livré à temps mais avec une malfaçon constatée par l'OC au plus tard le jour la mise à disposition effective du PM.

Cette mesure simple et efficace garantirait une absence totale de discrimination commerciale dans la mesure où elle implique de :

- surseoir officiellement à la mise à disposition du PM ;
- maintenir ce PM au statut « en cours de déploiement » au sein du fichier IPE ;
- et reporter le point de départ du délai de prévenance réglementaire (T0 J3M), ce qui est le seul remède absolu pour interdire toute action de vente en ZAPM.

**- Demande raisonnable d'hébergement au niveau du PM et du PRDM**

Ce sujet fait l'objet de débats et travaux multilatéraux dans deux réunions, l'une consacrée à l'offre d'hébergement NRA/NRO d'Orange et l'autre consacrée à la mutualisation des réseaux FttH.

SFR considère, concernant la réglementation symétrique de la ZMD, que les dispositions établies par l'ARCEP en 2010 puis en 2015 sont claires et n'ont pas besoin d'être amendées.

Pour sa part, SFR FTTH complétera prochainement ses spécifications techniques ainsi que les stipulations de son offre de gros, de manière à faciliter l'instruction d'une demande d'hébergement (en site NRO ou à proximité d'un PRDM en chambre) formulée par un OC.

Quoi qu'il en soit, rien ne justifie qu'un PRDM soit systématiquement positionné à l'intérieur d'un local bâti ou d'un shelter, sachant qu'une prestation d'hébergement en baie outdoor (solution également appelée mini NRO) peut être réalisée par l'OI.

**- Localisation du PM, le cas échéant, du PRDM à proximité des réseaux de collecte existants**

SFR tient à rappeler que la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP prévoit que le PM est situé à proximité du réseau de transport de génie civil France Telecom ou alternatif afin d'en faciliter l'accès dans des conditions raisonnables et non-discriminatoires.

Tenant compte du contexte d'extension du déploiement en zone rurale, l'ARCEP estime que l'opérateur d'immeuble doit être « *particulièrement soucieux des solutions de collecte disponibles* » aux opérateurs commerciaux pour assurer l'effectivité de l'accès au réseau FttH.

---

<sup>10</sup> Selon un délai raisonnable précédent la date de MAD PM qui pourra être discuté en réunion multilatérale

« Il convient ainsi que les opérateurs d'infrastructure tiennent compte des problématiques de collecte pour positionner leur PRDM, le cas échéant, leur PM. Les informations préalables communiquées lors des consultations préalables aux déploiements prévues par la décision n° 2015-0776 doivent ainsi permettre aux opérateurs commerciaux d'identifier les solutions de collecte qu'ils pourront mobiliser pour accéder au réseau. **Dans l'hypothèse de déploiements de réseaux FttH dans des zones dépourvues de réseaux de collecte en fibre optique, il est recommandé que l'opérateur d'infrastructure propose une offre d'accès au réseau de collecte qu'il devra nécessairement déployer.** »

A cet égard (cf. également l'analyse de marché et le projet de décision relative à l'accès aux infrastructures de GC d'Orange) et avant toute nouvelle obligation symétrique, SFR considère primordial de faciliter l'application de l'offre régulée GC BLO, de manière à permettre le déploiement ponctuel par les OI des réseaux de collecte de sites NRO.

#### **IV- Adaptation des modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non-résidentiels**

##### **PARTIE 4**

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions et recommandations envisagées par l'Autorité en partie 4 pour adapter les modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

A titre, liminaire, SFR souhaite indiquer qu'elle ne partage pas l'analyse de l'ARCEP selon laquelle les offres de gros avec qualité de service renforcée n'émergeraient « *pas spontanément* ».

Les échanges en réunions multilatérales Fibre Entreprise depuis 2019 montrent au contraire que plusieurs OI travaillent à l'enrichissement de leurs offres de référence (ou ODR) en ce sens. . La liberté d'entreprendre doit être respectée et le jeu de la concurrence entre les nombreux opérateurs désormais sur le marché jouer pleinement son rôle.

« ... »

Dans ce contexte, il n'est pas pertinent que l'ARCEP intervienne à ce stade pour imposer ex ante des niveaux de GTR.

- **Obligation de proposer une offre avec un premier niveau de qualité de service renforcée sur infrastructure FttH**

##### **Question n° 3**

- a. Est-il nécessaire, selon vous, d'identifier des cas d'exemptions du respect de la GTR pour ce premier niveau de qualité de service renforcée ? Si oui, quels sont les cas d'exemptions pertinents ?
- b. Est-il légitime, selon vous, que les opérateurs d'infrastructure imposent aux opérateurs commerciaux des pénalités ? Dans quels cas ?

A ce stade de l'analyse, sachant que ces questions relèveront avant tout de discussions contractuelles entre les parties, il apparaît effectivement que des cas d'exemptions du respect de la GTR soient pertinents.

En particulier, le délai de rétablissement peut ne pas être garanti par l'OI dans les cas suivants :

- si la panne ou dégradation est imputable à l'OC ou à un tiers ;
- en cas de mauvais diagnostic et/ou pré localisation erronée du défaut par l'OC ;
- lorsque le défaut se situe au niveau du compartiment OC au sein du PM ;
- dans une situation relevant d'un cas de Force Majeure ;
- en cas d'utilisation par l'OC de fibre dédiée non pré-connectorisée ;
- ou lorsqu'OI doit obtenir l'autorisation d'un tiers préalablement à son intervention, en particulier sur le domaine public.

La question des pénalités demeure à l'étude, et fera l'objet de précisions au moment de la parution des offres ou évolutions des ODR actuelles.

- **Obligation de proposer une offre avec un second niveau de qualité de service renforcée sur la BLOM**

#### Question n° 4

- a. Est-il nécessaire, selon vous, d'identifier des cas d'exemptions du respect de la GTR (4H) pour ce second niveau de qualité de service renforcée ? Si oui, quels sont les cas d'exemptions pertinents ?
- b. Est-il légitime, selon vous, que les opérateurs d'infrastructure imposent aux opérateurs commerciaux des pénalités ? Dans quels cas ?

SFR réitère ici les commentaires exprimés en réponse à la question précédente.

- **Précisions sur les offres d'accès avec qualité de service renforcée fournies sur un réseau FttH avec adaptation d'architecture**
  - o **Possibilité d'une architecture spécifique pour répondre aux besoins de qualité de service renforcée**

#### Question n° 5

- a. Selon vous, certaines de ces adaptations semblent-elles impérativement nécessaires pour fournir le second niveau de qualité de service renforcée ?
- b. Au contraire, certaines semblent-elles poser problème ? Pourquoi ?

SFR est opposée à la démarche consistant à vouloir imposer la mise en place d'offres avec option GTR 4H « *sur l'ensemble des réseaux FttH* » afin qu'un OC puisse les commander « *sur toute ligne* » au niveau du PM ou du NRO, quand bien même l'architecture de ce réseau ne soit pas l'objet d'adaptations spécifiques justifiant ce niveau de qualité de service.

En d'autres termes, SFR considère que les modalités associées à l'option de GTR 4H requièrent impérativement que l'ensemble des OI prévoient :

- une BLOM disposant d'une ingénierie réellement renforcée ou adaptée, c'est-à-dire une architecture prévoyant un point de branchement consacré aux lignes « FttE » éligibles à ce niveau de qualité de service (ou Boitier de Raccordement Entreprise) ainsi qu'un dispositif de sécurisation au niveau du PM au moyen d'un tiroir ad hoc de distribution ;

- et une distinction dans l'identification des lignes et prises FttH avec les lignes et prises (ou bandeaux optiques) FttE.

D'autre part, SFR n'exclut pas que la pose du PB soit parfois conditionnée à la commande d'un OC, c'est-à-dire selon le mode « raccordable à la demande », hormis dans les zones où la densité et l'identification des entreprises auront permis à l'OI de pré-positionner des infrastructures.

D'autre part, le raccordement du local par l'OI est pertinent pour ce type d'ingénierie renforcée et SFR entend privilégier cette approche (exception au mode STOC) afin de garantir, au moins dans un premier temps, la robustesse du réseau FttE.

○ **Cofinancement et offres avec adaptation d'architecture FttH**

**Question n° 6**

- a. Il est demandé aux opérateurs d'infrastructure de renseigner les modalités qu'ils envisagent pour proposer du cofinancement sur ces offres.
- b. Il est demandé aux opérateurs cofinanceurs sur l'infrastructure FttH de renseigner leur intérêt à pouvoir utiliser leur droit sur les offres avec adaptation de l'architecture de la boucle locale optique mutualisée.
- c. Il est demandé aux opérateurs tournés spécifiquement vers le marché entreprises leur appétence pour le cofinancement et les modalités qu'ils en attendent.
- d. Les cas de figure b. et c. permettent d'envisager deux modalités éventuellement différentes pour le cofinancement des offres avec adaptation de l'architecture de la boucle locale optique mutualisée. Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces deux possibilités soient proposées aux opérateurs commerciaux ? Si non, quelles sont les difficultés que vous identifiez afin de les faire coexister ?

Les modalités financières associées aux lignes FttE sont en cours d'instruction en interne.

Cependant, ce type d'option (GTR 4H) étant susceptible de ne concerner qu'une fraction des OC, il semble pertinent d'établir un avenant, ou éventuellement une offre complémentaire à l'ODR encadrant l'accès aux lignes FttH.

Quoi qu'il en soit, pour être éligible à cette offre optionnelle FttE, un OC devra au préalable avoir souscrit à l'ODR FTTH et disposer d'un accès passif au PM concerné, soit en qualité de cofinancier, soit en qualité de locataire unitaire.

○ **Prévisibilité et éligibilité**

**Question n° 7**

- a. Selon vous, est-ce que la solution mise en œuvre par Orange pourrait convenir pour répondre aux besoins de prévisibilité des opérateurs commerciaux pour le second niveau de qualité de service ?
- b. Existe-t-il, selon vous, une ou des autres solutions pour donner de la prévisibilité sur les programmes de reprise ?

Concernant la prévisibilité d'un programme de reprise de PM rendu(s) compatible(s) à une ingénierie FttE, SFR considère que le respect du délai de prévenance ne saurait être inférieur à trois mois suivant la mise à disposition des nouvelles informations relatives au PM.

S'agissant de BLOM, et comme l'indique l'ARCEP, il est logique que les délais de prévenance déjà prévus par la réglementation en vigueur soient respectés, et ce que le programme de reprise FttE soit proactif ou réactif.

○ **Livraison**

**Question n° 8**

a. Quelles sont les spécificités des offres à qualité de service renforcée avec adaptation d'architecture qui justifieraient, selon vous, de considérer qu'une demande de raccordement final par l'opérateur commercial ne serait pas raisonnable, par exception au cas général établi dans la décision n° 2015-0776 ?

b. *A contrario*, dans le cas où les demandes de raccordement final par l'opérateur commercial seraient considérées comme raisonnables quels processus opérationnels permettraient selon vous d'apporter des garanties fortes quant à un mode STOC préservant la robustesse du réseau renforcé ?

c. Dans le cas où les demandes de raccordement final par l'opérateur commercial seraient considérées comme raisonnables, quelles adaptations de la décision de l'Arcep n° 2015-0776 vous semblent nécessaires pour permettre le raccordement en mode STOC pour les offres avec adaptation d'architecture répondant au second niveau de qualité de service renforcée ?

Comme déjà indiqué, SFR considère raisonnable à ce stade qu'une offre de qualité de service renforcée fondée sur une architecture adaptée (FttE) nécessite, par exception au cas général, que le raccordement du site client final soit réalisé par l'OI, et ce afin de garantir pleinement la robustesse de la desserte optique ainsi que les engagements de GTR associés.

En particulier, SFR prévoit d'installer au sein du PM un tiroir de transport sécurisé et spécifique à la distribution des lignes FttE, lequel nécessitera la pose d'un câble pigtail dont une extrémité sera soudée dans le tiroir par l'OI, et l'autre extrémité sera connectée (espace OC).

○ **Migration inter-opérateurs**

**Question n° 9**

a. Quels sont les obstacles techniques et informatiques que vous identifiez pour mettre en œuvre les modalités de création/résiliation et de reprise de ligne ?

b. Comment résoudre, le cas échéant, ces difficultés ?

Ces questions sont en cours d'étude en interne.

Pour l'heure, et concernant les lignes FttE, SFR considère que la migration inter-opérateurs (ou *churn*) n'impose pas a priori de mettre en place des dispositifs de création / résiliation de ligne.

En effet, bien que l'ingénierie soit adaptée et renforcée, rien ne s'oppose à la reprise de ligne existante par un autre OC que le premier commanditaire.

En outre, contrairement à ce que suggère l'ARCEP dans sa consultation, SFR n'est pas favorable à ce que le premier raccordement soit réalisé avec un câble multi-fibres, tout particulièrement en ZMD.

- **Autres offres à destination des entreprises**

- **Possibilité de commander plusieurs accès dans un même local**

**Question n° 10**

- a. Selon vous, quels seraient les obstacles à la mise en œuvre d'une telle offre ?
- b. Quels sont les moyens nécessaires pour les résoudre ?

En ce qui concerne le multi-accès, SFR n'a pas mis en place de verrou informatique interdisant des commandes (ponctuelles) de plusieurs accès FttH dans un même local.

Cependant, en tenant compte du cadre légal et des règles de surcapacité en vigueur, SFR ne partage pas l'avis de l'ARCEP selon lequel une « *faible demande pour un tel service* » permettrait d'envisager que le multi-accès puisse être généralisé ou possible dans n'importe quel immeuble FttH.

Le dimensionnement de la BLOM ne permet donc pas de généraliser la multiplication des accès, en revanche, il est envisageable que certains immeubles exclusivement destinés à un usage professionnel (ou 100% PRO) puissent bénéficier de plusieurs prises par local.

- **Double adduction sur les réseaux FttH**

**Question n° 11**

- a. Selon vous, est-il nécessaire de rendre possible la double adduction sur les réseaux FttH ?
- b. Dans ce cas, suffit-il que l'OI permette à l'OC de le faire en mode STOC ou bien faut-il aussi qu'il propose une solution en mode OI ?
- c. Quel serait le premier point de défaillance unique le plus adapté pour réaliser une double adduction ?
- d. Selon vous, est-il pertinent de rallier un lien PM-PBO d'une autre ZAPM pour réaliser la double adduction ? Quels sont les obstacles que vous identifiez ?
- e. Envisagez-vous d'autres solutions pour réaliser la double adduction sur les réseaux FttH mutualisés ?

SFR estime peu probable que la double adduction des immeubles sur le réseau FttH puisse être généralisée.

Il convient à cet égard de souligner les difficultés rencontrées depuis des années par les opérateurs pour adducter les PM intérieurs en ZTD.

D'autre part, conformément à ce qui a déjà été indiqué en réunions multilatérales, SFR est opposée à la logique de reprovisionnement (ou mutation) de chemin optique via un PBO distinct, à l'exception des PBO intérieurs aux immeubles collectifs.

Cette pratique est en effet considérée anarchique, et risquerait de compromettre rapidement le caractère raccordable de certains locaux.



*A fortiori*, SFR est hostile à l'hypothèse de reprovisionnement via une autre zone arrière de PM voisin.

- **Offre de raccordement distant en location**

SFR n'est pas opposée à l'apparition d'offres de prestations de raccordement distant (liens PM-PRDM) en location.

Mais à cette occasion, SFR souhaite avant tout souligner la nécessité d'élargir rapidement les modalités d'accès aux lignes FttH pour les branchements d'antennes mobiles (désignés câblages BRAM chez Orange) à tous les OC, y compris en mode location. L'exclusion a priori des opérateurs locataires apparaît en effet arbitraire et injustifiée.

- **Utilisation des offres à qualité de service renforcée pour le raccordement de stations de base mobile**

#### **Question n° 12**

Selon vous, est-il pertinent de prévoir que les offres à qualité de service renforcée d'un opérateur d'infrastructure permettent à un opérateur commercial de raccorder des stations de base mobile ?

Conformément à son précédent commentaire, SFR considère que l'ARCEP devrait prioritairement favoriser le fait que des OC locataires puissent raccorder des stations de base mobile via les fibres surnuméraires du réseau FttH.

#### **V- Qualité de service sur les réseaux FttH**

##### **PARTIE 5**

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions envisagées par l'Autorité en partie 5 pour assurer la qualité de service sur les réseaux FttH en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

- **Engagements contractuels vis-à-vis des opérateurs clients et mécanisme de pénalités associé**

Contrairement à ce que propose l'ARCEP, SFR estime qu'il n'est pas nécessaire ni opportun d'imposer des SLA et des pénalités aux opérateurs d'immeuble à ce stade pour assurer un accès effectif et non discriminatoire aux lignes FttH.

Ces sujets doivent murir au travers de l'introduction progressive des GTR et des évolutions prochaines de contrats, tenant compte du fait que le marché est justement en train de se structurer en ce sens et que, d'autres part, l'ensemble des OI travaillent actuellement pour améliorer les conditions d'exploitation des infrastructures existantes.

SFR est donc opposée à l'apparition prématurée de nouvelles obligations ex ante et ce, notamment, concernant les éléments et indicateurs envisagés dans l'annexe 1 « qualité de service » jointe au document en consultation et qui sont inspirés de la pratique sur la boucle locale en cuivre.

- **Obligation de respect de seuils chiffrés**

**Question n° 13**

Une évaluation du respect des seuils de qualité de service à une maille géographique plus fine vous semble-t-elle pertinente ? Si oui, quelle maille géographique vous apparaît appropriée ?

Cf. réponse à la précédente question.

**Question n° 14**

Quelle est votre appréciation d'un principe d'évaluation globale de la qualité de service par typologie d'indicateurs ?

- **Indicateurs et seuils communs à l'ensemble des offres d'accès**

En complément des réserves précitées, SFR considère primordial que des travaux multilatéraux soient entrepris, sous l'égide de l'ARCEP, afin d'étudier et qualifier les indicateurs ou KPi pertinents.

SFR rappelle à cet égard que cette méthode a déjà été suivie avec succès par le passé, lorsque l'ensemble des opérateurs ont travaillé de concert<sup>11</sup> pour définir les indicateurs de performance liés au traitement des commandes d'accès FttH, *in fine* listés en annexe 5 de la décision symétrique publiée par l'ARCEP en juillet 2015.

- **Indicateurs et seuils spécifiques pour les offres d'accès avec qualité de service renforcée**

**Question n° 15**

a. Selon vous, est-il pertinent d'instaurer un mécanisme d'entrée en vigueur progressive pour les offres avec qualité de service renforcée, à l'image du dispositif prévu pour les indicateurs communs à l'ensemble des offres ?

b. Selon vous, les seuils planchers pour la production et le service après-vente des accès avec qualité de service renforcée sont-ils assez élevés pour garantir la qualité de service de ces accès ?

- **Publication d'indicateurs de qualité de service**

Si des indicateurs peuvent être, le moment venu, transmis par un OI à l'ARCEP, SFR est par principe opposée à ce qu'ils soient rendus publics.

En revanche une synthèse semestrielle pourrait être consolidée et partagée par l'ARCEP en réunion multilatérale.

- **Exploitation**

**Question n° 16**

a) Estimez-vous nécessaire de prévoir de nouvelles obligations visant à remédier aux difficultés d'exploitation sur les réseaux FttH ?

b) Selon vous, quelles formes pourraient prendre, le cas échéant, ces nouvelles obligations ?

---

<sup>11</sup> Dès 2013 c'est-à-dire en amont de la parution de la décision n° 2015-0776 de l'ARCEP

Ce sujet fait actuellement l'objet de travaux collégiaux, d'ores et déjà partagés régulièrement à l'ARCEP en GT exploitation, en Comité expert fibre, ainsi qu'au sein d'une instance spécifique de la fédération InfraNum.

SFR n'estime pas pertinent de prévoir de nouvelles obligations à ce stade, dans la mesure où les différents remèdes et solutions préventives étudiés font l'objet d'expérimentations.

- **Mise en œuvre des protocoles Interop'fibre**

**Question n° 17**

a) Estimez-vous nécessaire d'envisager des obligations relatives aux processus de mutualisation des réseaux FttH ?

b) Selon vous, quelles formes pourraient prendre, le cas échéant, ces nouvelles obligations ?

SFR estime qu'il n'est pas utile d'envisager des obligations supplémentaires.

Il est préférable que le groupe interop'fibre s'autorégule et s'organise de manière à suivre l'implémentation harmonieuse des nouvelles versions de protocoles validées.

**VI- Précisions sur les modalités de l'accès des opérateurs cofinanceurs aux réseaux mutualisés en fibre optique jusqu'à l'abonné**

**PARTIE 6**

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les recommandations envisagées par l'Autorité en partie 6 pour préciser les modalités de l'accès des opérateurs cofinanceurs en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

- **Un droit d'usage d'une durée d'au moins 40 ans**

SFR FTTH a déjà fait évoluer son offre de référence en ZMD afin de proposer des IRU sur une durée supérieure à 40 ans.

En outre, et de manière générale, les dépenses récurrentes comme non récurrentes font d'ores-et-déjà l'objet d'un partage raisonnable des risques entre les OI et les OC.

- **Pérennité des droits d'usage en cas de cession de tout ou partie d'un réseau FttH**

Un tel sujet relève des stipulations contractuelles et par conséquent des discussions, notamment juridiques, entre les cocontractants.

Par ailleurs, SFR FTTH a déjà montré que le rachat d'un réseau FttH pouvait être géré sans mettre en péril la pérennité des droits d'usage des OC ayant antérieurement souscrit l'offre du cédant.

**VII- Précision des obligations comptables**

**PARTIE 7**

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs remarques sur les dispositions envisagées par l'Autorité en partie 7 pour préciser les obligations comptables en suivant l'ordre des sujets présentés dans la partie.

SFR a débuté ses investissements FttH en 2006.

Son système de comptabilité analytique est donc bien antérieur aux spécifications de comptabilité réglementaire souhaitées maintenant par l'ARCEP, cette dernière n'ayant rien spécifié depuis.

Les opérateurs n'ayant pu prendre en compte au départ la structure des comptes réglementaires voulue par l'ARCEP, l'utilisation de clefs d'allocations sera nécessaire pour se conformer à la segmentation voulue par l'ARCEP.

SFR recommande, plutôt que de recourir à des clefs d'allocations, que les opérateurs restituent leurs éléments à l'ARCEP selon la granularité disponible dans leur comptabilité analytique existante.